

ACTION URGENTE

UN PRISONNIER D'OPINION MALADE EST TOUJOURS EN PRISON

Le prisonnier d'opinion U Gambira est toujours en détention et est poursuivi pour des accusations motivées par des considérations politiques. Son état de santé suscite des inquiétudes, car il souffre de graves problèmes de santé physiques et mentaux. Il doit être remis en liberté immédiatement et sans condition.

En dépit de la libération de plusieurs prisonniers au Myanmar, dans le cadre de laquelle des dizaines de prisonniers d'opinion ont été libérés, l'ancien moine et militant des droits humains, **U Gambira**, connu sous le nom de Nyi Nyi Lwin, reste en détention. Il fait l'objet de poursuites pénales motivées par des considérations politiques qu'Amnesty International soupçonne d'être liées à son travail en tant que militant des droits humains, qui a toujours été pacifique. U Gambira souffre de graves problèmes de santé physiques et mentaux, notamment de schizophrénie, trouble pour lequel il doit prendre des médicaments trois fois par jour. Il existe des inquiétudes quant à son accès à ces médicaments et aux traitements médicaux spécialisés pendant sa détention. Ses avocats ont à plusieurs reprises demandé sa libération sous caution en raison de son mauvais état de santé, mais ces demandes ont été rejetées par le juge président le tribunal.

U Gambira a été arrêté à Mandalay, la deuxième plus grande ville du Myanmar, le 19 janvier 2016. Il a été inculpé d'entrée illégale dans le pays, au titre de l'article 13(1) de la Loi sur l'immigration de 1947 (Législation d'exception), chef d'accusation passible d'une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement. La Loi sur l'immigration (Législation d'exception) a été utilisée par le passé pour inculper des personnes dans le cadre d'affaires motivées par des considérations politiques. U Gambira, qui vit en Thaïlande en temps normal, est arrivé au Myanmar le 16 janvier 2016 en vue de faire une demande de passeport. Il a franchi la frontière entre la Thaïlande et le Myanmar à un point de passage officiel sans rencontrer aucun problème avec les agents de l'immigration birman ou thaïlandais.

U Gambira est toujours en détention à la prison d'Oh Bo, à Mandalay. Sa prochaine audience aura lieu le 26 avril.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais, en birman ou dans votre propre langue :

- priez les autorités du Myanmar de libérer U Gambira immédiatement et sans condition ;
- en attendant sa libération, exhortez-les à veiller à ce qu'il ne soit pas victime de torture ou d'autres formes de mauvais traitements, qu'il ne soit pas transféré dans une prison éloignée, qu'il ait la possibilité de contacter régulièrement sa famille et l'avocat de son choix, et qu'il reçoive tout traitement médical, y compris des médicaments, dont il pourrait avoir besoin ;
- engagez-les à libérer immédiatement et sans condition tous les prisonniers d'opinion du Myanmar, et à abandonner les charges contre tous ceux qui ont été arrêtés uniquement pour avoir exercé pacifiquement leurs droits humains.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 1^{er} JUIN 2016 À :

Président de la République

U Htin Kyaw

President's Office

Office No.18

Nay Pyi Taw

République de l'Union du Myanmar

Fax : +95 1 652 624

Formule d'appel : Your Excellency, /

Monsieur le Président,

Procureur général

Tun Tun Oo

Union Attorney General's Office

No. 25, Nay Pyi Taw

République de l'Union du Myanmar

Fax : +95 067 404106

Courriel : ago.h.o@mptmail.net.mm

Formule d'appel : Dear Tun Tun Oo, /

Monsieur,

Copies à :

Président de la Commission nationale des droits humains

U Win Mra

27 Pyay Road, Hlaing Township

Yangon

République de l'Union du Myanmar

Fax : + 95 1 659 668

Courriel : chmyanmamhrc@gmail.com

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Myanmar dans votre pays (adresse/s à compléter) :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 14/16. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa16/3244/2016/fr/>.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UN PRISONNIER D'OPINION MALADE EST TOUJOURS EN PRISON

COMPLÉMENT D'INFORMATION

U Gambira est un ancien prisonnier d'opinion, arrêté en 2007 pour son rôle de leader dans les manifestations antigouvernementales, mouvement baptisé la « Révolution de safran », qui ont eu lieu en août et septembre 2007. Les autorités ont mis fin aux manifestations en les réprimant violemment fin septembre 2007. U Gambira a été condamné en novembre 2008 à une peine de 68 ans d'emprisonnement au titre de diverses lois. Il a été libéré le 13 janvier 2012 à la faveur d'une grâce présidentielle. À sa libération, il a continué de militer et a été placé en détention à deux reprises pendant de courtes périodes par la police du Myanmar. En avril 2012, U Gambira a décidé de quitter la robe et de regagner l'état laïc et il s'est plus tard installé en Thaïlande pour recevoir des traitements médicaux spécialisés pour le syndrome de stress post-traumatique dont il souffre en raison de ses années passées derrière les barreaux.

Le 7 avril 2016, le gouvernement du Myanmar dirigé par la Ligue nationale pour la démocratie (NLD) a annoncé qu'il s'efforcera de libérer tous les prisonniers d'opinion et prisonniers politiques dans les meilleurs délais. Depuis, des dizaines de prisonniers d'opinion ont été libérés, dont plusieurs le 17 avril à la faveur d'une grâce présidentielle. Amnesty International demande la libération des tous les prisonniers d'opinion toujours détenus et de toutes les autres personnes détenues arbitrairement au Myanmar, y compris U Gambira.

Le 24 mars 2016, Amnesty International a publié un rapport sur l'emprisonnement politique au Myanmar qui mettait en lumière l'inquiétante érosion, depuis le début de l'année 2014, des libertés d'expression, d'association et de réunion pacifique constatées depuis peu dans le pays. Ce rapport indique que les autorités inculpent les militants plusieurs fois pour un même acte ou la même manifestation afin d'allonger les peines d'emprisonnement, retiennent des chefs d'accusation excluant une libération sous caution afin de maintenir les personnes visées en détention pendant leur procès et inculpent des défenseurs des droits humains et des militants politiques de nombreux mois, voire de nombreuses années, après les infractions alléguées. Ces méthodes servent à créer un climat de peur parmi les défenseurs des droits humains et les autres militants dans le pays.

Le rapport présente un certain nombre de recommandations adressées au nouveau gouvernement et visant à mettre fin au cycle des arrestations et des placements en détention motivés par des considérations politiques. En plus d'appeler à la libération de tous les prisonniers d'opinion, le rapport demande également au nouveau gouvernement de réformer les lois répressives et d'accorder des mesures de réadaptation aux anciens prisonniers d'opinion et prisonniers politiques. Voir le rapport en anglais *New expression meets old repression: Ending the cycle of political arrests and imprisonment in Myanmar*, <https://www.amnesty.org/en/documents/asa16/3430/2016/en/>.

Nom : U Gambira
Homme

Action complémentaire sur l'AU 14/16, ASA 16/3881/2016, 20 avril 2016